

Cameroun/ Revendications anglophones

Biya appelle au "dialogue"

AFP

Buëa/Cameroun

LE président camerounais Paul Biya a appelé dimanche au "dialogue" après la mort d'un jeune tué la veille par les forces de sécurité à Kumba dans le sud-ouest anglophone avant une déclaration symbolique d'"indépendance".

"Je condamne de façon énergique tous les actes de violence, d'où qu'ils viennent, quels qu'en soient les auteurs", a déclaré dimanche sur les réseaux sociaux le président camerounais, Paul Biya, appelant au "dialogue".

Un jeune habitant de Kumba, ville située dans la région anglophone du Sud-

Ouest du Cameroun, a été "tué samedi par les forces de sécurité", a déclaré à l'AFP un infirmier de la ville.

"On a tiré sur lui lors d'une opération de sécurisation" dans la ville, a expliqué cet infirmier sous couvert d'anonymat, en précisant que sa dépouille avait été déposée à la morgue de l'hôpital général. La mort du jeune homme a été confirmée à l'AFP par un agent de sécurité et plusieurs habitants joints par téléphone depuis Buëa, chef-lieu du Sud-Ouest.

La ville de Kumba est réputée frondeuse: depuis le début de la crise provoquée par la contestation anglophone, de nombreux affrontements entre forces de l'ordre et populations y ont éclaté.

Joint par l'AFP depuis Buëa, le premier vice-président du Social democratic front (SDF, principal parti d'opposition) Joshua Osih, s'est insurgé contre les "forces de l'ordre" qui "tirent à balles réelles sur les manifestants". "Lever un drapeau ne mérite pas la mort", a-t-il déclaré tout en soulignant être contre la sécession demandée par les indépendantistes.

Ce dimanche marque le jour anniversaire de la réunification officielle des parties anglophone et francophone du Cameroun en 1961. A cette occasion, les séparatistes anglophones ont prévu de proclamer symboliquement l'indépendance de l'Ambazonie, du nom de l'État qu'ils veulent créer.

Sur les réseaux sociaux, le "président" de l'Ambazonie, M. Sisiku Ayuk, a déclaré que les habitants des régions anglophones "ne sont plus des esclaves du Cameroun". "Aujourd'hui, nous affirmons l'autonomie de notre héritage et notre territoire", a-t-il dit.

A Buëa, le calme a prévalu dimanche matin, à l'exception de quelques heurts qui ont entraîné des tirs de gaz lacrymogènes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Dès le levée du jour, les forces de sécurité ont patrouillé dans la ville vidée de ses habitants. Un hélicoptère des forces de sécurité a survolé la ville, comme la veille. Selon plusieurs sources concordantes, des interpellations ont eu lieu sans qu'il soit

possible dans l'immédiat d'en déterminer le nombre exact.

L'Union européenne (UE) a appelé samedi "tous les acteurs" à "faire preuve de retenue et de responsabilité, dans le respect de l'Etat de droit et en s'abstenant de tout acte de violence".

Depuis novembre 2016, la minorité anglophone, qui représente environ 20% des 22 millions de Camerounais, proteste contre ce qu'elle appelle sa "marginalisation", dans l'enseignement et la magistrature notamment.

Certains anglophones exigent le retour au fédéralisme, tandis qu'une minorité réclame la partition du Cameroun. Deux scénarios que refuse catégoriquement Yaoundé.

L'Afrique en bref

• Nigeria/ Biafra
Le président nigérian appelle au dialogue



Le président nigérian Muhammadu Buhari a condamné dimanche les appels au "démembrement" du Nigeria et appelé à un dialogue "rationnel" après des violences entre sécessionnistes pro-Biafra et forces de l'ordre dans le sud-est.

• Égypte/ Palestine
Une délégation égyptienne à Gaza

Une délégation égyptienne de haut rang est arrivée dimanche à Gaza à la veille d'une tentative de réconciliation entre l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas et les islamistes du Hamas au pouvoir dans l'enclave, selon des responsables palestiniens.

• Soudan/ Aide
Risque d'un arrêt des opérations aériennes humanitaires

Les opérations aériennes humanitaires de l'ONU au Soudan risquent de cesser en raison d'un manque de fonds, ce qui affecterait la livraison de l'aide à des milliers de personnes dans les zones de conflit, selon des responsables.

Espagne/ Catalogne/ Référendum

La police intervient en force

AFP

Barcelone/Espagne

LA police espagnole est intervenue en force dimanche en Catalogne pour empêcher la tenue du référendum d'indépendance interdit, en s'emparant d'urnes et en fermant des bureaux de vote, des opérations qui ont entraîné des heurts avec des partisans du scrutin et fait 91 blessés. Ces incidents ont rejailli sur les relations déjà extrêmement tendues entre le gouvernement de Madrid et les autorités catalanes, tous deux se renvoyant la responsabilité des heurts.

A la mi-journée, le silence régnait dans Barcelone, troublé ponctuellement par le vrombissement d'hélicoptères, des cris de manifestants et des sirènes de police.

La plupart des rues s'étaient vidées et seuls des rassemblements étaient visibles aux abords de bureaux de vote pour ce scrutin interdit par la justice, et qui constitue un défi sans précédent pour l'État espagnol, selon un journaliste de l'AFP.

Une sécession de la Catalogne, qui compte pour 19% du PIB du pays serait au saut dans l'inconnu, comparable à celui du Brexit déclenché par un référendum en juin 2016.

A Barcelone, des groupes de plusieurs centaines de personnes faisaient barrage, pour protéger les installations et pouvoir voter, parfois après une longue attente liée aux problèmes de consulta-

tion des fichiers informatiques d'électeurs.

En milieu de matinée les policiers anti-émeutes ont, selon des témoins, utilisé des balles en caoutchouc à Barcelone où des milliers de personnes étaient descendues dans la rue pour participer au scrutin.

Les manifestants tentaient de protéger les bureaux de vote lorsque la police y a pénétré de force pour saisir des urnes et le matériel de vote.

"Ils ont emporté six ou sept urnes (...). Ils sont entrés en défonçant la porte.

Nous étions à l'intérieur en chantant l'hymne catalan et nous entendions des coups très violents sur la porte", a raconté Marc Carrasco, chargé d'un bureau de vote à Barcelone. Au moins 91 personnes ont été blessées, dont une gravement à l'œil, dans des heurts entre la police et les partisans du référendum, selon les services de santé régionaux. De son côté le ministère de l'Intérieur a annoncé que onze membres des forces de l'ordre avaient été blessés, ajoutant que des policiers avaient été visés par des jets de pierres.

• FARCE

Le président indépendantiste de l'exécutif catalan Carles Puigdemont a dénoncé la "violence injustifiée" dont a fait usage la police nationale. Le numéro deux du gouvernement espagnol Soraya Saenz de Santamaria et le préfet de Catalogne Enric Millo l'ont au contraire pressé de mettre fin à la "farce" du référendum, le rendant

responsable des éventuelles violences qui en découleraient.

De Gérone à Barcelone ou Figueras, des milliers de Catalans s'étaient massés dès l'aube devant les centres de vote pour participer au scrutin.

Malgré les interventions policières, des citoyens ont quand même voté par endroits, selon des journalistes de l'AFP.

Les électeurs devaient répondre par "oui" ou par "non" à la question: "voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous forme de république?".

Quelque 2.300 bureaux avaient été mis en place par l'exécutif régional pour permettre aux 5,3 millions de Catalans de voter. Et en fin de matinée, il assurait que 73% des bureaux restaient ouverts. Le gouvernement espagnol avait annoncé la veille avoir mis sous scellés 1.300 bureaux.

A Gérone, des heurts ont éclaté avec la foule lorsque des policiers anti-émeutes ont fait irruption dans le bureau où devait se rendre M. Puigdemont.

Celui-ci est finalement allé voter dans un autre bureau de vote proche de Gérone, selon le gouvernement catalan.

"Nous pouvons tenir un référendum d'autodétermination assorti de garanties comme nous nous y étions engagés", a affirmé le porte-parole du gouvernement régional Jordi Turull.

Il a affirmé que l'exécutif catalan disposait d'un "recensement universel" qui permettrait aux électeurs de voter dans n'importe quel bureau de la



Un bureau de vote, hier, à Barcelone.

région.

• GERARD PIQUÉ A VOTÉ

Les habitants de la région, où l'indépendantisme gagne du terrain depuis le début des années 2010, sont divisés presque à parts égales sur l'indépendance.

Mais les Catalans souhaitent majoritairement, à plus de 80%, un référendum d'autodétermination légal, selon les derniers sondages.

Le défenseur du FC Barcelone Gerard Piqué et les anciens capitaines Xavi Hernandez et Carles Puyol ont apporté leur soutien aux Catalans qui souhaitent voter.

"J'ai voté. Ensemble, nous sommes innarrêtables pour défendre la démocratie", a écrit Piqué sur Twitter.

Depuis le 6 septembre, date de la convocation du référendum par le pouvoir régional, ni les poursuites judiciaires ni les arrestations ou perquisitions n'ont dissuadé les indépendantistes de cette région où vivent 16% des habitants du pays d'orga-

niser ce scrutin interdit.

Lors d'un entretien avec l'AFP samedi Carles Puigdemont avait déclaré qu'en cas de victoire du oui il y aurait des "décisions politiques" qui pourraient déboucher sur une déclaration d'indépendance.

Les conséquences d'une telle déclaration inquiètent beaucoup d'Espagnols qui sont pour la première fois descendus dans la rue par milliers samedi pour protester contre le référendum jugé non représentatif. "La Catalogne, c'est l'Espagne", lisait-on sur certaines des pancartes.

Dimanche, plusieurs centaines de militants d'extrême-droite ont aussi manifesté avec des drapeaux espagnols à Barcelone, à l'entrée de la très touristique avenue des Ramblas, selon un journaliste de l'AFP.

Le quotidien El País assurait dimanche en Une que la démocratie espagnole était "face à son plus grand défi" depuis la mort du dictateur Francisco Franco en 1975.

A travers le monde

• Afghanistan/ Violences

Dix membres des forces de sécurité tués dans un raid aérien afghan

Dix membres des forces de sécurité ont été tués dimanche dans un raid aérien de l'armée afghane dans le Helmand, a annoncé le gouverneur de cette province du sud de l'Afghanistan.

• France/ Jihadisme
Deux morts dans une attaque au couteau à Marseille

Deux femmes ont été tuées dimanche à l'arme blanche à la gare principale de Marseille, dans le sud de la France, par un homme qui a ensuite été abattu par des militaires, les enquêteurs privilégiant la piste terroriste.

• Syrie/ Conflit
L'EI s'empare d'une ville symbolique dans le centre du pays

Le groupe jihadiste État islamique (EI), acculé de toutes parts en Syrie, a pris dimanche le contrôle d'une ville symbolique du centre du pays après une offensive surprise contre les forces du régime, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).